

*Les subsides*

● (1730)

On ne peut nier que ce retard indu dans le dépôt du budget et l'incertitude quant aux orientations exactes du gouvernement sont la source de beaucoup d'inquiétudes. La consultation est une bonne chose, mais le gouvernement a des responsabilités financières. Il a fait des promesses pendant la campagne électorale. Je pense que les Canadiens veulent savoir lesquelles seront respectées. Nous savons très bien, depuis la déclaration économique de l'automne dernier, lesquelles ne seront pas respectées. Nous connaissons beaucoup de choses qui n'ont pas été mentionnées pendant la campagne électorale et que les conservateurs ne feront pas. Nous savons à quoi le gouvernement est opposé. Par exemple au centre de toxicologie de l'Université de Guelph. Nous savons qu'ils ne veulent pas du Service canadien de la faune ni de la surveillance de l'environnement dans les Grands lacs. Nous avons toute une liste qui va des énergies renouvelables à d'autres sujets auxquels les conservateurs sont opposés. Ce que nous ne savons pas, c'est à quoi le gouvernement est favorable. Nous pourrions le savoir s'il présentait un budget. Nous estimons que c'est ce que devrait faire le gouvernement au lieu de le retarder pendant deux mois encore.

**M. Malone:** Monsieur le Président, il est triste de voir le député d'Algoma (M. Foster) prétendre qu'il ne sait pas ce que nous préconisons pour l'agriculture. En sept mois, le gouvernement a pris 57 initiatives favorables au secteur agricole. Je le mets au défi de déposer sur mon bureau, dans les 24 heures, 57 initiatives prises par l'ancien ministre de l'Agriculture, l'honorable Eugene Whelan, en dix ans de règne. Je doute que le député puisse même commencer à énumérer des actions positives comparables à celles que nous avons prises en faveur du secteur agricole. C'est le gouvernement libéral qui a mis sur pied une politique de transport des grains qui faisait monter sans cesse les tarifs, jusqu'à ce qu'un comité d'examen soit nommé pour déterminer si l'augmentation était justifiée. Dès que nous avons pris les rênes du pays, nous avons bloqué ces tarifs. Je voudrais que le député me dise pourquoi il faudrait féliciter les libéraux pour cette mesure.

Une fois que les quotas sur le bœuf d'Irlande eurent été atteints, ils ont laissé les portes toute grandes aux importations de bœuf qui ont inondé le marché. Comment le député ose-t-il prétendre aujourd'hui que cette politique que les libéraux ont imposée aux milieux agricoles a donné de bons résultats? Le député devrait pourtant savoir que le gouvernement actuel a réduit la taxe sur le carburant agricole, qu'il a modifié la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest, qu'il a prévu déjà des versements immédiats dans le cadre de cette loi et d'autres pour le printemps prochain, que les taux d'intérêt pratiqués par la Société du crédit agricole sont tombés d'environ 2 p. 100, que les producteurs de tabac ont obtenu le nouveau régime de commercialisation qu'ils réclamaient et qu'il existe maintenant une déclaration des droits des contribuables qui aura d'heureuses retombées pour les agriculteurs. Et la liste continue jusqu'à la 57<sup>e</sup> mesure.

Je mets le député au défi de me remettre une liste de 57 mesures prises par les libéraux au cours des dix dernières années.

**M. Foster:** Monsieur le Président, je n'ai pas pu terminer mon discours. Ces dix minutes supplémentaires devraient me suffire.

Le député vient de nous tracer un magnifique programme des mesures que les conservateurs n'ont pas prises et qu'ils ne semblent pas vouloir prendre. Ils ont beaucoup parlé de tout ce qu'ils allaient faire, par exemple, en ce qui concerne les tarifs de transport. Au cours de la campagne électorale, les conservateurs ont dit qu'ils bloqueraient les tarifs aux taux en vigueur avant l'augmentation du début d'août. Ils n'en ont rien fait.

**M. Malone:** J'invoque le Règlement, monsieur le Président.

**M. Foster:** Il veut seulement se lancer dans une discussion.

**Le président suppléant (M. Paproski):** Permettez-moi d'en juger moi-même. La parole est au député de Crowfoot (M. Malone) pour un rappel au Règlement.

**M. Malone:** Monsieur le Président, je sais que le député d'Algoma (M. Foster) ne veut pas induire la Chambre en erreur. Il ne devrait pas laisser entendre que j'ai dit que les 57 initiatives correspondaient aux nôtres. Il s'agit de celles que nous avons déjà prises.

**Le président suppléant (M. Paproski):** Je regrette de devoir dire au député de Crowfoot (M. Malone) qu'il s'agit d'un point de discussion.

**M. Foster:** Monsieur le Président, de toute évidence, le député de Crowfoot, qui siège ici depuis longtemps, est très chatouilleux quant au fait que les conservateurs n'ont pas bloqué les tarifs de transport aux taux en vigueur avant l'augmentation du début d'août. Au cours de la campagne électorale, les conservateurs ont clairement annoncé qu'ils allaient bloquer ces tarifs. Ils n'en ont rien fait. En réalité, les conservateurs ont bloqué les tarifs au nouveau taux.

Je trouve curieux que le député soulève la question des hausses du tarif-marchandises. Vu la façon dont la loi sur le transport de l'Ouest a été établie, il est évident qu'une augmentation s'annonce pour août prochain. Ils viendront bientôt se vanter d'avoir évité une hausse de tarifs, mais ce ne sont que des foutaises. Les tarifs n'augmenteront pas à cause des volumes ni à cause du taux d'inflation.

Les conservateurs n'ont pas dit grand-chose du problème de l'endettement agricole. Ils n'ont rien fait pour y remédier. Lorsqu'il n'était pas sur ses gardes, le ministre de l'Agriculture a déclaré que les conservateurs ne feraient rien à cet égard. Voilà une autre raison pour laquelle nous voudrions un budget qui confirmera aux 39,000 agriculteurs qui réclament des secours et de l'aide, que le gouvernement ne fera rien pour eux.

J'ai remarqué que le député a soulevé la question du bœuf irlandais. Quand l'Irlande a inondé notre marché de 51 millions de livres de bœuf au cours du deuxième semestre de 1984, le gouvernement s'est enfin décidé, alors qu'il était au pouvoir depuis quatre mois, à invoquer la loi sur les importations de viande et à mettre un frein à ce dumping—j'ai entendu le député d'en face. Je lui répondrai que c'est parce que les volumes n'ont jamais dépassé le taux minimum. S'il était au courant de la situation, il ne soulèverait pas la question. Même lorsque le gouvernement a imposé un quota de 5.9 millions de livres à l'Irlande, ce quota avait déjà été largement atteint. Le quota dépasse un million de livres. Est-ce là un gouvernement qui fait preuve de courage, qui saura protéger nos éleveurs bovins? Certainement pas, car les conservateurs négocient aujourd'hui même à Bruxelles pour augmenter le quota. La CEE demande qu'il soit porté de 6 millions à 33 millions de livres. De toute évidence, les conservateurs vont céder. Le député